

Mettre fin au travail des enfants dans les communautés productrices de cacao dans la région du Haut-Sassandra

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE BASE

PREMIER GROUPE DE MISE EN ŒUVRE (32 communautés)

1. Introduction

1.1 But et objectifs

L'étude a été menée dans les districts de Zoukougbeu et Daloa dans les 32 communautés sélectionnées qui font partie du premier groupe de mise en œuvre du projet. Le but principal de l'étude était d'établir la situation de base des indicateurs du projet parmi les communautés et les ménages ciblés afin d'identifier les besoins, de confirmer/ajuster les interventions du projet, et de comparer la situation à la fin du projet.

L'étude de base s'est concentrée sur deux niveaux d'analyse: la communauté et les ménages/individus.

Au niveau de la communauté, l'étude visait à identifier le statut, les besoins et la présence/qualité des services disponibles pour la communauté, sur la base d'une série d'indicateurs qui seront mesurés à la fin du projet pour évaluer l'impact que les activités auront eu sur le développement des communautés cibles. Nous l'avons appelé l'approche de "graduation", parce que les communautés qui progressent recevront une sorte de "note" de graduation/amélioration.

Au niveau des ménages/individus, l'étude visait à comprendre la condition des familles en termes de niveau d'éducation, de présence/risque de travail des enfants et de la situation financière, afin d'identifier les plus vulnérables et de mesurer une série d'indicateurs à la fin du programme pour établir l'impact du projet sur la réduction des risques de travail des enfants.

Les objectifs spécifiques de l'étude étaient les suivants :

- Réaliser une évaluation des communautés cibles du premier groupe de mise en œuvre du projet (32 communautés) pour identifier la situation et les besoins en termes de présence et de qualité des services, notamment en matière de protection de l'enfance (systèmes formels et non) ;
- Identifier les ménages les plus vulnérables par rapport au risque de travail des enfants, ce groupe sera la cible principale du projet ;
- Mesurer les indicateurs clés parmi les ménages vulnérables sélectionnés ;
- Évaluer le statut de la communauté par rapport aux activités de sensibilisation qui seront menées pendant le projet.

1.2 Méthodologie et outils

L'étude a utilisé une combinaison de *méthodes quantitatives et qualitatives* :

- **Évaluation de la vulnérabilité:** enquêtes au niveau des ménages pour sélectionner les 900 familles les plus vulnérables à partir d'un cadre d'échantillonnage de 1.575 ménages pré-identifiés par les parties prenantes (autorités locales et chefs de communautés). Les familles ont été sélectionnées en fonction de critères de vulnérabilité ;
- **Profilage de la communauté:** pour identifier les besoins de la communauté et l'accès aux services clés, le questionnaire "Protective Cocoa Community Framework" (PCCF) de la Fondation de l'Initiative internationale du cacao (ICI) a été administré et des discussions de groupe ont été organisées avec 480 informateurs clés tels que les chefs communautaires, le secrétaire des chefs, le

président des jeunes, le président des femmes, l'agent d'état civil secondaire, les chefs des CPE de la communauté, le groupe associatif des agriculteurs ;

- **Évaluation des mécanismes de protection de l'enfance:** le questionnaire sur la qualité des services a été utilisé pour évaluer les normes de qualité des 6 centres sociaux fonctionnels dans la zone du projet ;
- **Enquête auprès des ménages:** les 900 familles vulnérables cibles sélectionnées ont été interrogées afin de mesurer les indicateurs du projet et d'évaluer leur condition et leur niveau de connaissance et de sensibilisation sur différents sujets ;
- **Enquête sur le travail des enfants:** un questionnaire a été utilisé pour interroger un échantillon d'adolescents et d'enfants de la communauté et provenant aussi des familles vulnérables cibles, afin de mesurer l'incidence et les caractéristiques du travail des enfants dans la communauté et d'identifier les enfants à inclure dans le système de protection de l'enfance ;
- **Discussions de groupe:** 40 discussions de groupe ont été menées dans les 10 plus grandes communautés (4 chacune: groupe de femmes, hommes, filles, et garçons) avec un total de 554 participants sélectionnés parmi les familles cibles. Ces discussions ont permis de recueillir des informations qualitatives sur les problèmes et les lacunes en matière de genre, l'autonomisation des femmes, les besoins des agriculteurs et le travail des enfants.

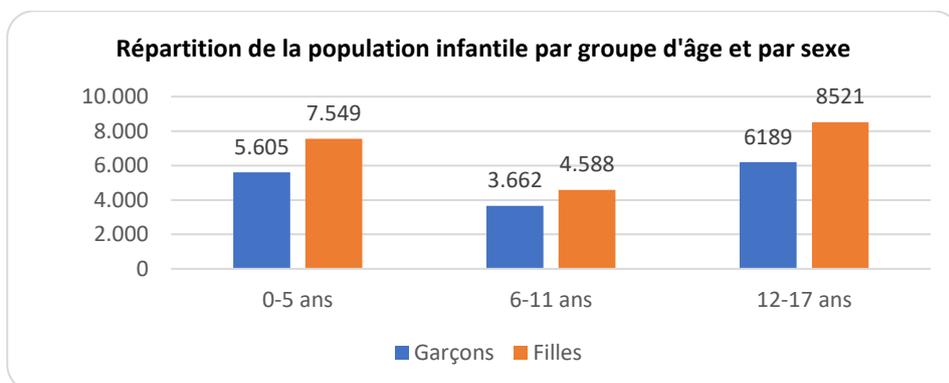
2. Résultats de l'évaluation communautaire

2.1 Situation démographique et économique

Population

L'étude a estimé une population totale de plus de 64.600 individus dans les 32 communautés (59% de femmes et 41% d'hommes). La population infantile est estimée à 36.114 personnes représentant 65% de la population dont 13.154 enfants âgés de 0 à 5 ans (20%) ; 8.250 de 6 à 11 ans (31%) et 14.710 de 12 à 17 ans (32%).

Sexe	Adultes	0 - 5 ans	6 - 11 ans	12 - 17 ans	Total	Proportion par sexe
Femme	17265	7549	4588	8521	37923	58,70%
Homme	11222	5605	3662	6189	26678	41,30%
Total	28487	13154	8250	14710	64601	100,00%
%	44,10%	20,36%	12,77%	22,77%	100,00%	



Éducation des enfants

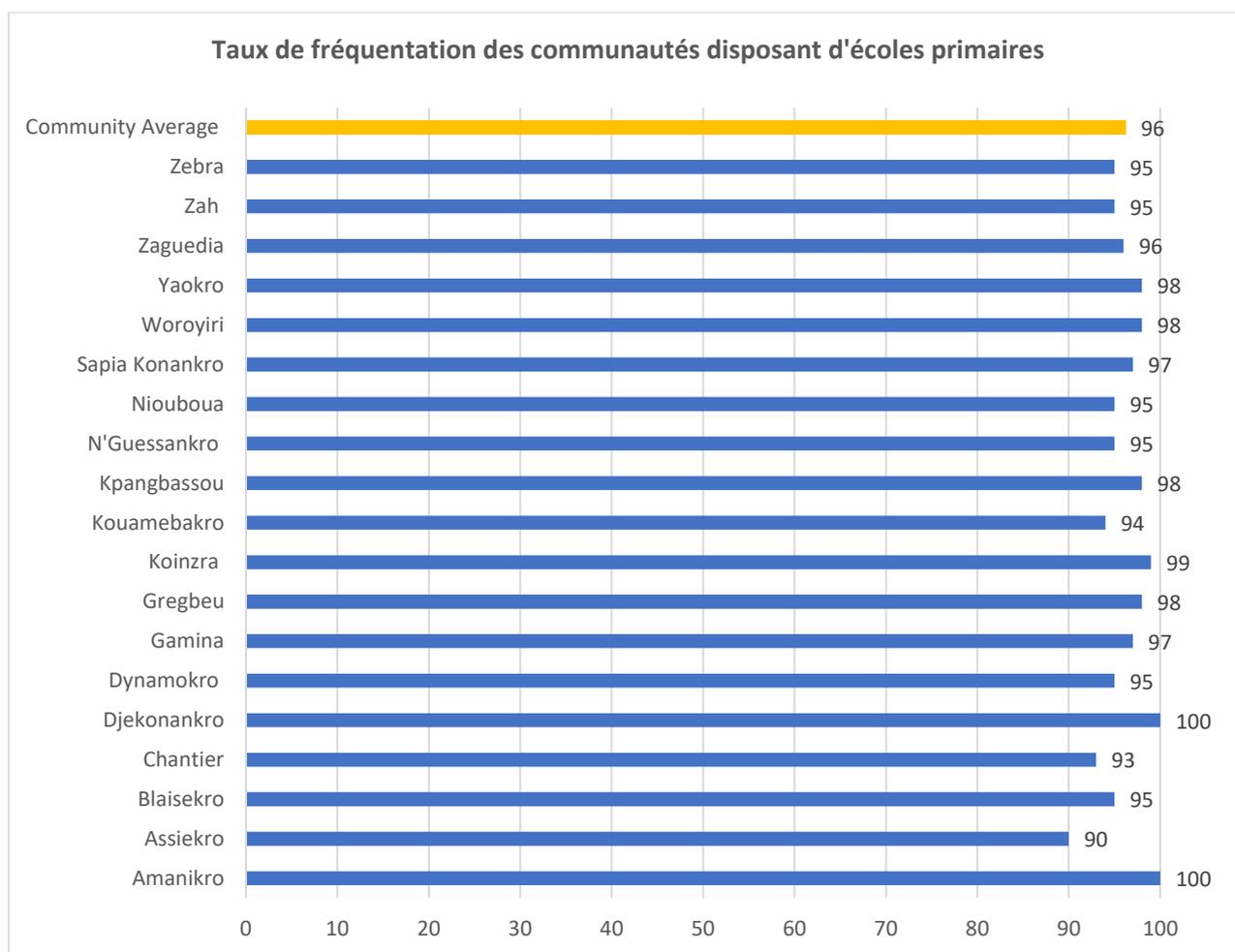
On estime à 8.645 le nombre d'enfants inscrits à l'école à tous les niveaux.

Globalement, le taux de scolarisation est bon dans les écoles primaires, mais faible dans les écoles secondaires, et très faible et inexistant pour les écoles maternelles et techniques.

Sexe	Jardin d'enfants	École primaire	École secondaire	École technique professionnelle	Total
Filles	43	2.822	1.122	0	3.987
Garçons	45	3.346	1.267	0	4.658
Total	88	6.168	2.389	0	8.645

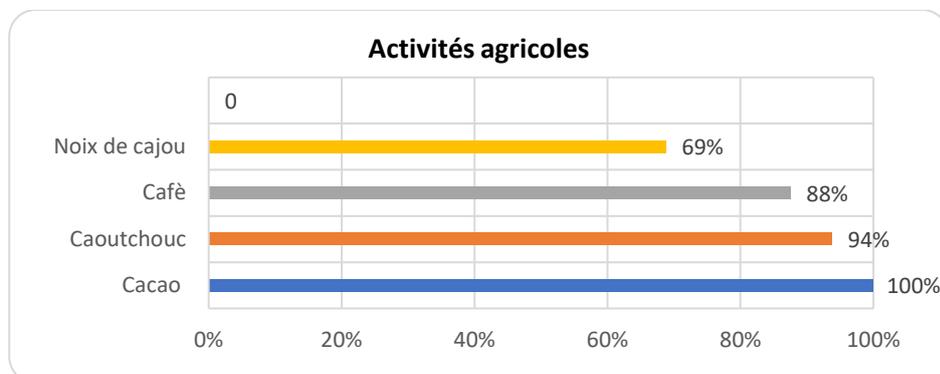
Selon les informations rapportées par les enseignants et recueillies dans les registres scolaires, le taux de fréquentation des enfants inscrits à l'école primaire est relativement élevé au sein des communautés, avec un taux de fréquentation global de 96% et un taux d'abandon global de 2,26%, légèrement plus élevé chez les filles (2,73%). Ces données, cependant, sont basées sur les communautés où il y a des écoles et ne prennent donc pas en compte les enfants qui n'ont jamais été inscrits à l'école. Les données sur les enfants qui n'ont jamais été inscrits sont plutôt saisies par le biais d'informations collectées au niveau du ménage.

Les différences entre certaines communautés sont visibles dans le graphique ci-dessous.



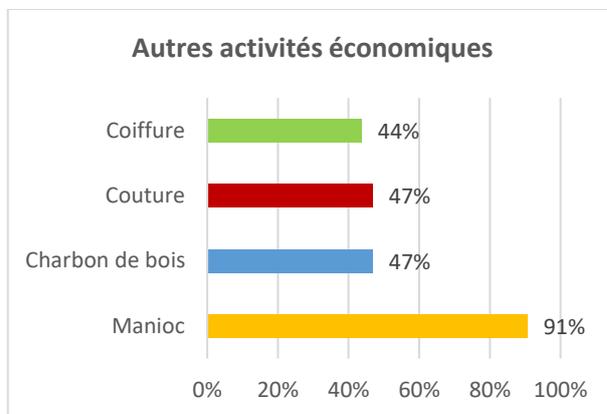
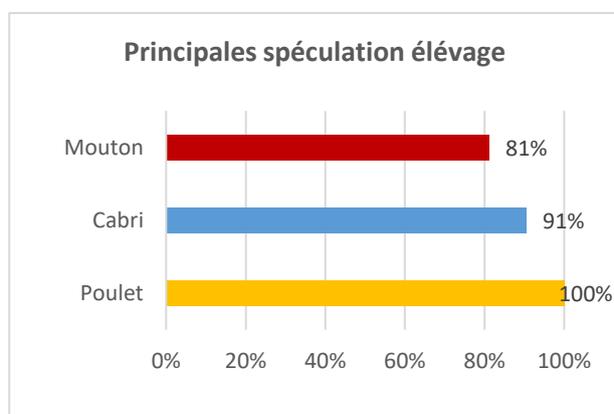
Activités économiques

Diverses activités agricoles sont pratiquées dans les communautés (notamment le cacao, le café, le caoutchouc, l'huile de palme, les fruits, les noix de cajou, la noix de coco, la canne à sucre et l'ananas), mais la culture du cacao est confirmée comme étant la principale activité économique (100% des communautés), suivie par la culture du caoutchouc (94%), du café (88%) et des noix de cajou (69%).



L'élevage de poulets est l'activité d'élevage la plus pratiquée dans les 32 communautés (100%), suivi par l'élevage de chèvres (90%) et d'ovins (81%).

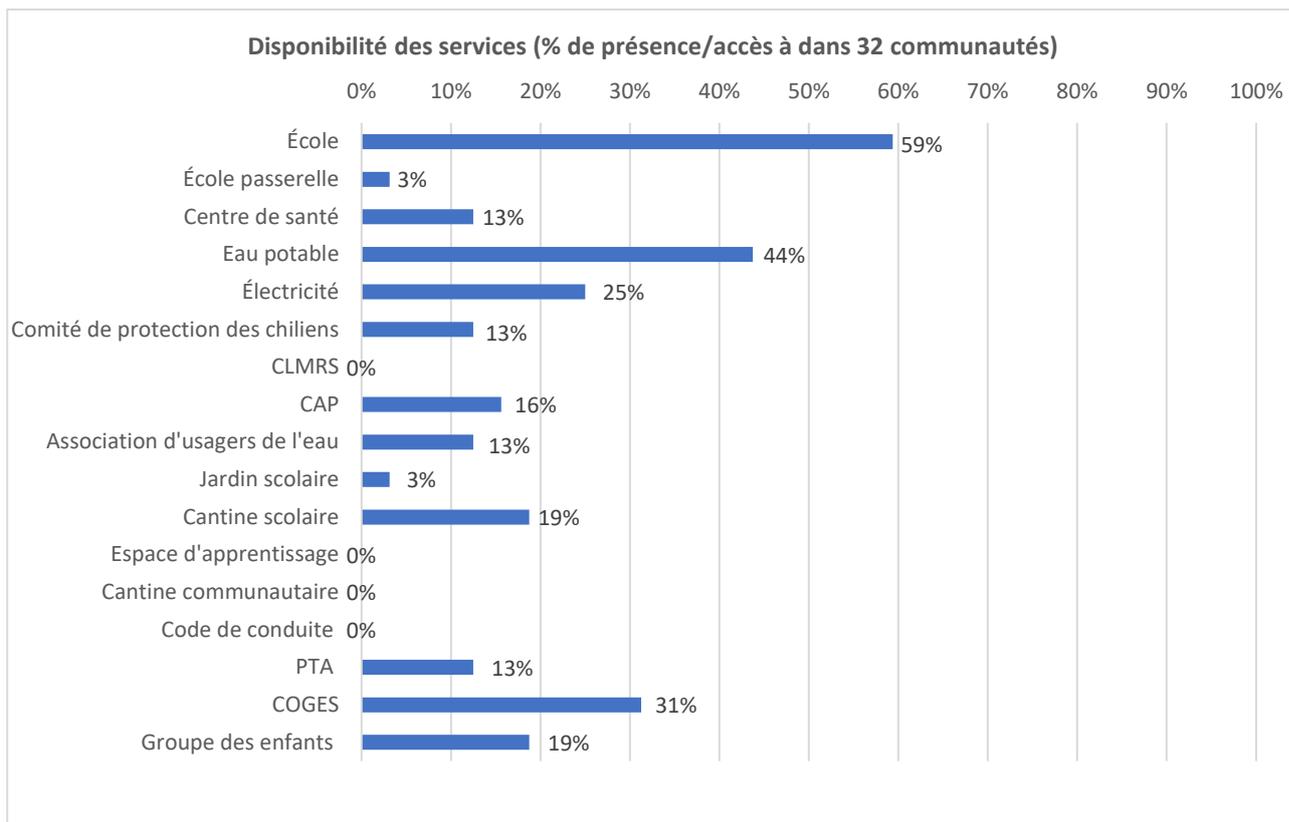
Les autres activités génératrices de revenus comprennent la transformation du manioc, pratiquée dans 90% des communautés, la fabrication de charbon de bois (47%), la couture (47%) et la coiffure (44%).



2.2 Situation des communautés

Dans l'ensemble, l'accès de ces communautés aux services sociaux de base est limité, notamment aux services de santé primaire (seulement 12% des communautés), à l'électricité (25%) et à l'eau potable (47%). Les écoles primaires ne sont présentes que dans 19 communautés, et plusieurs d'entre elles ne sont pas conformes aux normes de qualité et ne proposent pas des cours pour toutes les classes du niveau primaire.

En ce qui concerne la présence de groupes communautaires, des associations de parents d'élèves et d'enseignants (APE), on en a repéré dans quatre communautés seulement ; les comités de gestion scolaire (COGES) dans dix communautés ; et des clubs d'enfants sont présents dans six communautés. Quatre comités de protection de l'enfance ont été aussi recensés, cependant, ils ne sont pas fonctionnels et leurs membres ne sont pas formés pour identifier, référer et assurer des services aux cas identifiés, et en fait aucun cas n'a été identifié ou géré par eux directement.



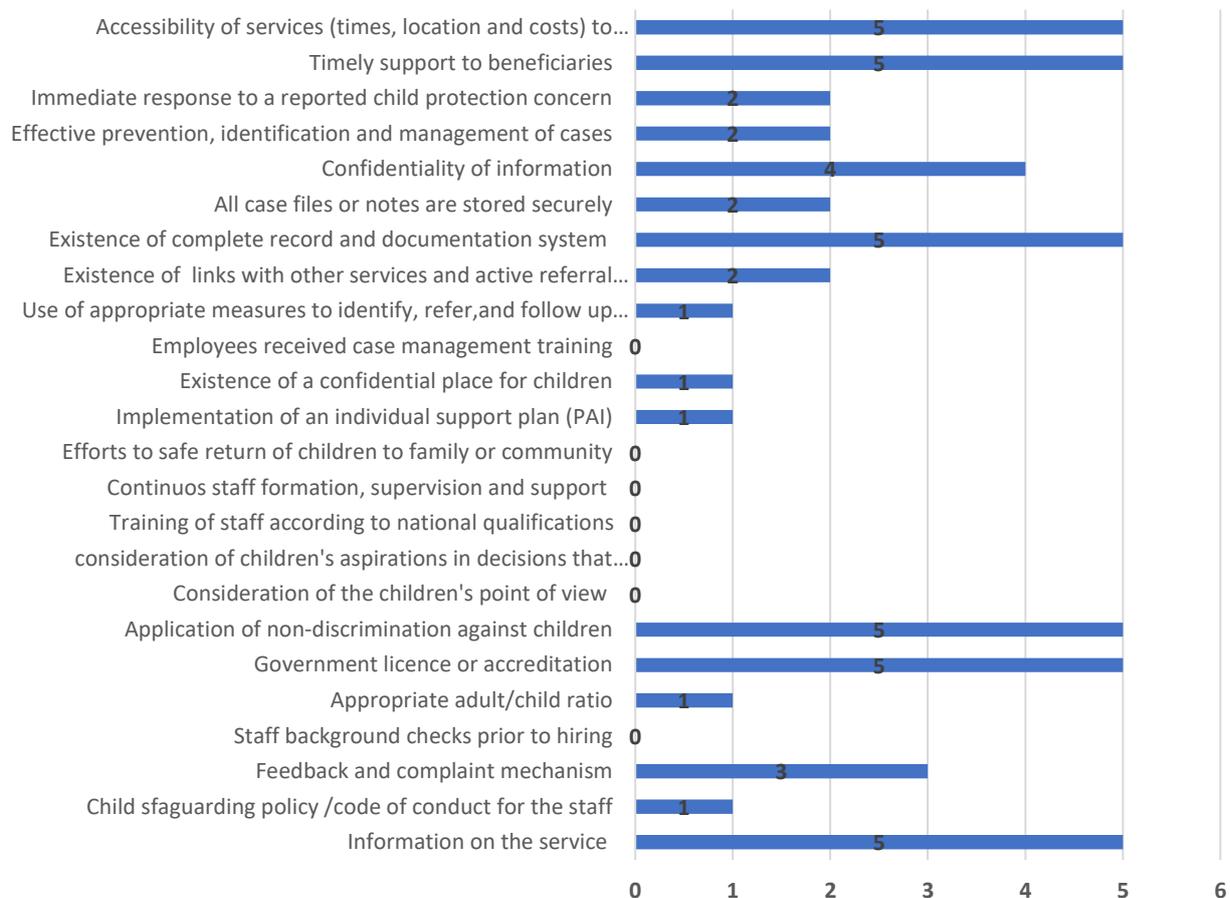
École	École passerelle	Centre de santé	Eau potable	Électricité	Comité de protection des chiliens	CLMRS	CAP	Association d'usagers de l'eau
19	1	4	14	8	4	0	5	4
59%	3%	13%	44%	25%	13%	0%	16%	13%
Cantine scolaire	Espace d'apprentissage	Cantine communautaire	Code de 5onduit	PTA	COGES	Groupe des enfants	Jardin scolaire	
6	0	0	0	4	10	6	1	
19%	0%	0%	0%	13%	31%	19%	3%	

2.3 Situation des services officiels de protection de l'enfance

Dans les départements de Daloa et de Zoukougbeu, ils existent six services formels de protection de l'enfance: le centre social Famille et Enfant de Daloa, le centre social Quartier Garage, le centre social de Zoukougbeu, le centre social des Chérubins de Gboguhé, le centre social de Bédiala, et le centre social de Gadouan, qui n'est pas encore fonctionnel et n'a donc pas été couvert par l'évaluation.

A l'aide de l'outil "Qualité de service", 24 entretiens ont été menés avec des informateurs clés parmi les responsables et les membres du personnel des centres sociaux. Les services ont été évalués sur la base de normes de qualité, en utilisant les catégories suivantes : 0. Indicateur non respecté, 1. Indicateur partiellement atteint, 2. Indicateur atteint, 3. Indicateur dépassé les attentes. Le graphique ci-dessous montre le pourcentage d'indicateurs ayant atteint au moins les catégories 2 et 3.

Les centres sociaux répondant aux normes de qualité



Comme le résumé le montre, les domaines qui nécessitent une action urgente sont la formation et la supervision, l'implication des enfants et la prise en compte de leur point de vue, la vérification des antécédents du personnel avant l'embauche, et les efforts pour la réinsertion en toute sécurité des enfants dans leur famille, étant donné que tous les centres sociaux ont obtenu un score de 0. Selon l'évaluation, tous les centres respectent les normes de qualité en matière d'accessibilité des services, de soutien aux bénéficiaires en temps voulu, de système de documentation, de non-discrimination à l'égard des enfants, d'accréditation gouvernementale et d'information sur les services.

3. Résultats de l'enquête auprès des ménages

3.1 Évaluation de la vulnérabilité et sélection des cibles

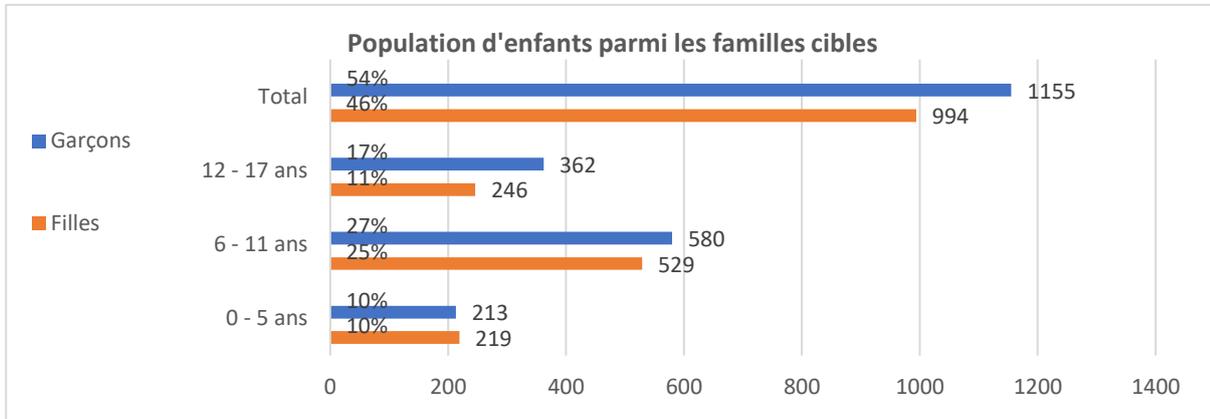
La sélection des 900 ménages les plus vulnérables a commencé à partir d'une liste de 1.575 ménages vulnérables initialement identifiés par les parties prenantes. Compte tenu du nombre élevé de doublons et des déplacements de personnes, 1.173 ménages ont été interrogés sur la base de critères de vulnérabilité.

Les principaux critères étaient la nourriture et la nutrition, la santé, l'éducation et les revenus/moyens de subsistance des ménages, l'abri et le logement, les dépenses pour les enfants, la responsabilité du ménage, les besoins spéciaux et autres vulnérabilités, ainsi que le risque/la présence de travail des enfants.

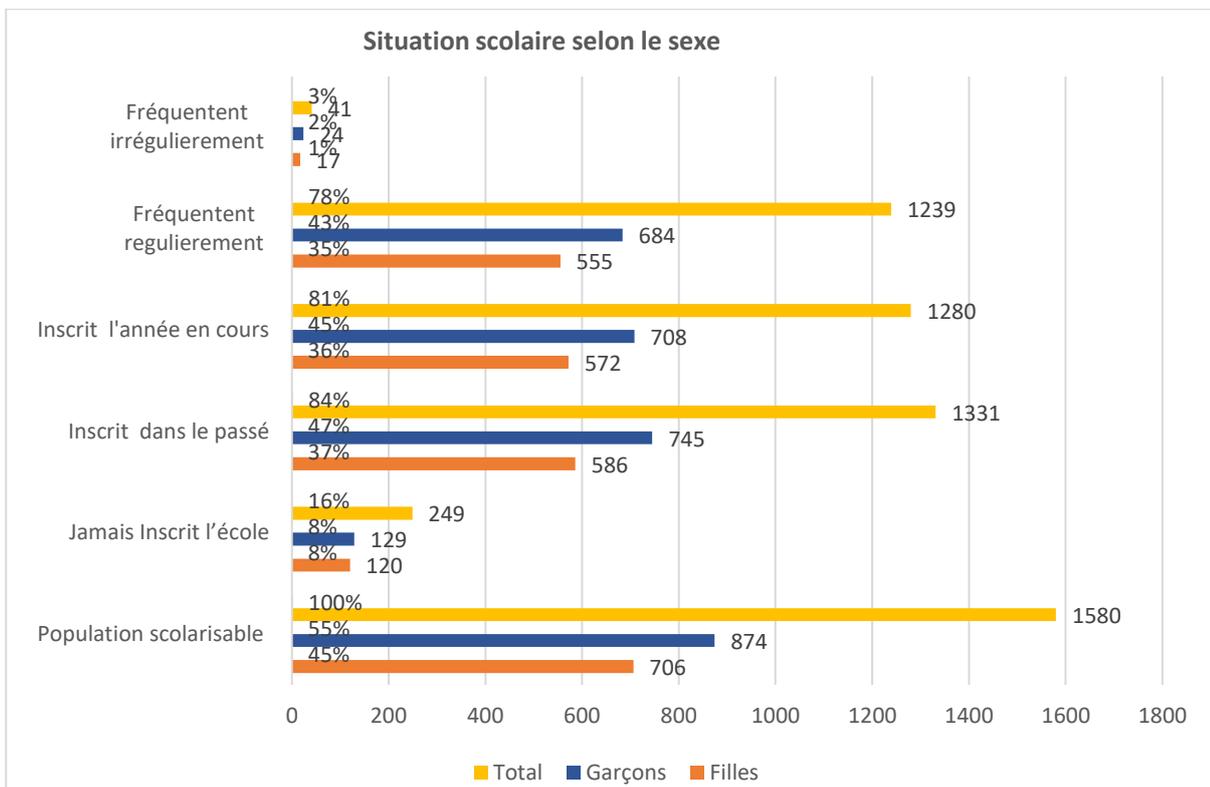
Sur les 1.173 ménages étudiés, les premiers sélectionnés ont été les 857 ménages ayant le score de vulnérabilité le plus élevé. Ensuite, parmi les 61 ménages restants et ayant le même score, ont été identifiées et sélectionnées les 43 ménages ayant le plus grand nombre d'enfants et vivant dans les communautés les plus peuplées, pour atteindre un nombre final de 900 ménages sélectionnés.

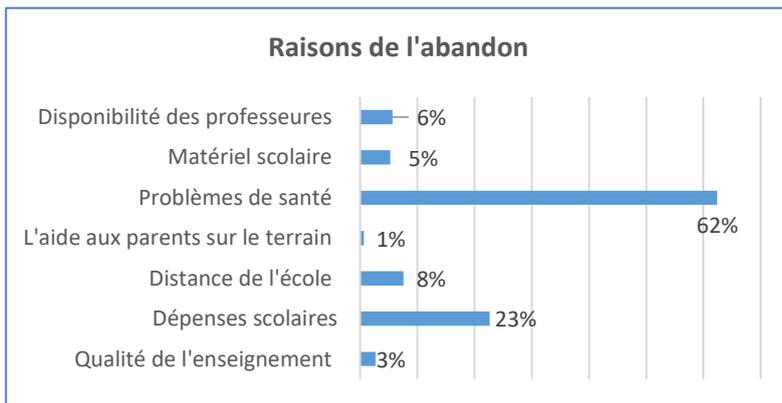
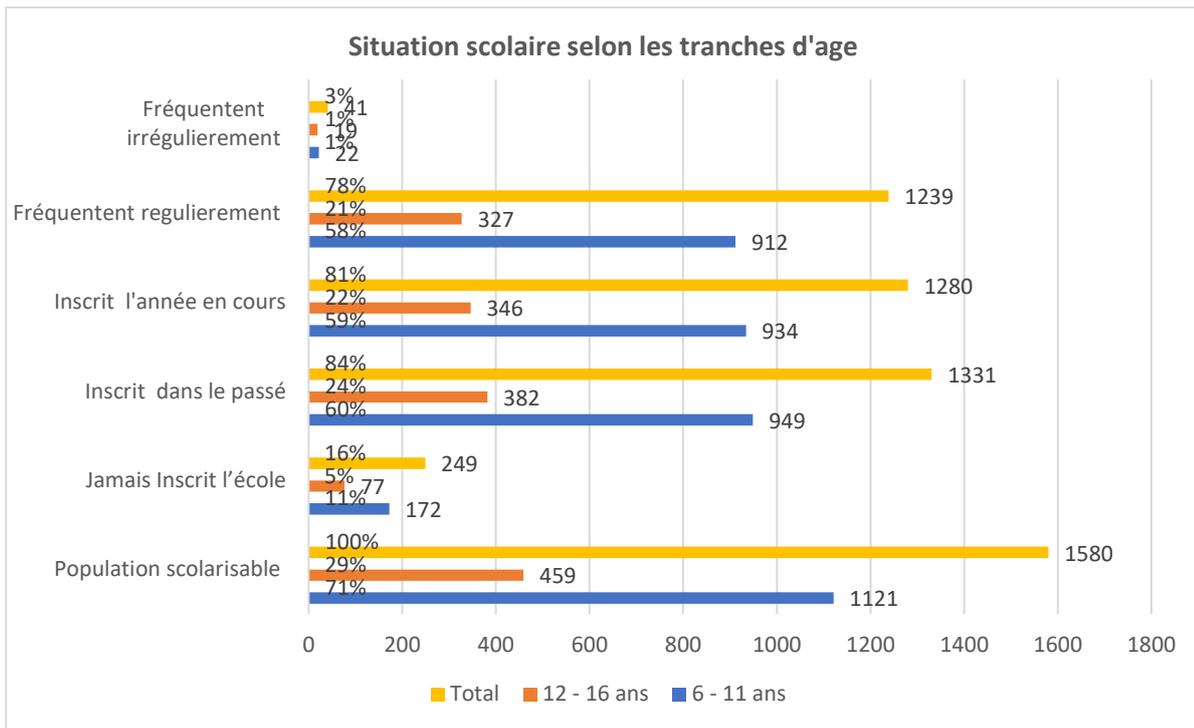
3.2 Population infantile et scolarité

Comme le montre le graphique ci-dessous, à partir des données recueillies sur les ménages, il y a 2.149 enfants parmi les 896 familles enquêtées, dont 1.155 (54%) garçon et 994 (46%) filles. Les enfants sont répartis par tranches d'âge comme suit: 432 enfants de 0 à 5 ans, 1.109 enfants de 6 à 11 ans, et 608 de 12 à 17 ans.



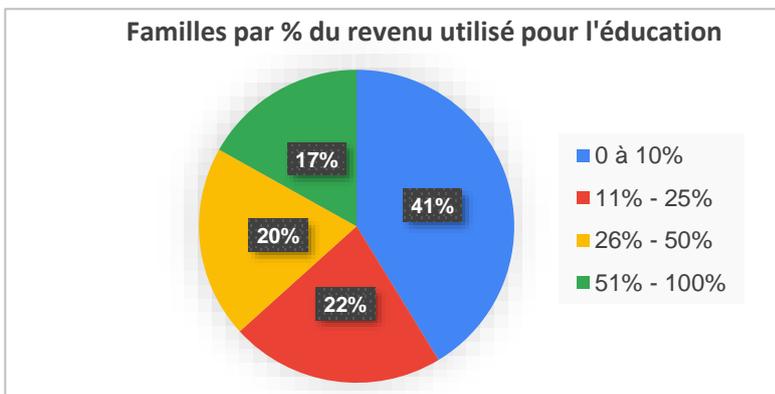
Sur la base de la politique éducative de la Côte d'Ivoire, la situation de la scolarisation et de la fréquentation a été évalué pour les 1.580 enfants et adolescents en âge d'être scolarisés (6 - 16 ans). La plupart des enfants en âge scolaire se trouvent dans la tranche d'âge 6-11 ans (71%). Comme le montre le graphique ci-dessous, un nombre élevé d'enfants qui n'ont jamais eu la chance d'être scolarisés a été constaté (249 enfants, 16% de la population en âge scolaire), 81% d'enfants sont inscrits cette année scolaire (2021-2022), dont 78% fréquentent régulièrement l'école et 3% manquent souvent les cours ou ont abandonné. Le facteur « genre » ne semble pas impliquer de différences significatives en termes d'inscription et de fréquentation, tant chez les enfants qui n'ont jamais été scolarisés (8% de filles et 8% de garçons) que chez ceux qui fréquentent l'école de façon irrégulière (1% de filles et 2% de garçons).





Interrogés sur la raison pour laquelle les enfants ne sont pas inscrits ou ne vont pas régulièrement à l'école, la plupart des parents ont indiqué que les problèmes de santé (maladies ou handicaps, 62%) étaient la première cause, suivie par les difficultés à couvrir les dépenses scolaires (32%) et la distance de l'école (8%).

La disponibilité des professeurs et du matériel scolaire et la qualité de l'enseignement sont également des causes mentionnées par les parents alors que, fait intéressant, l'aide aux parents sur le terrain n'a été mentionnée que dans très peu de cas (1%).

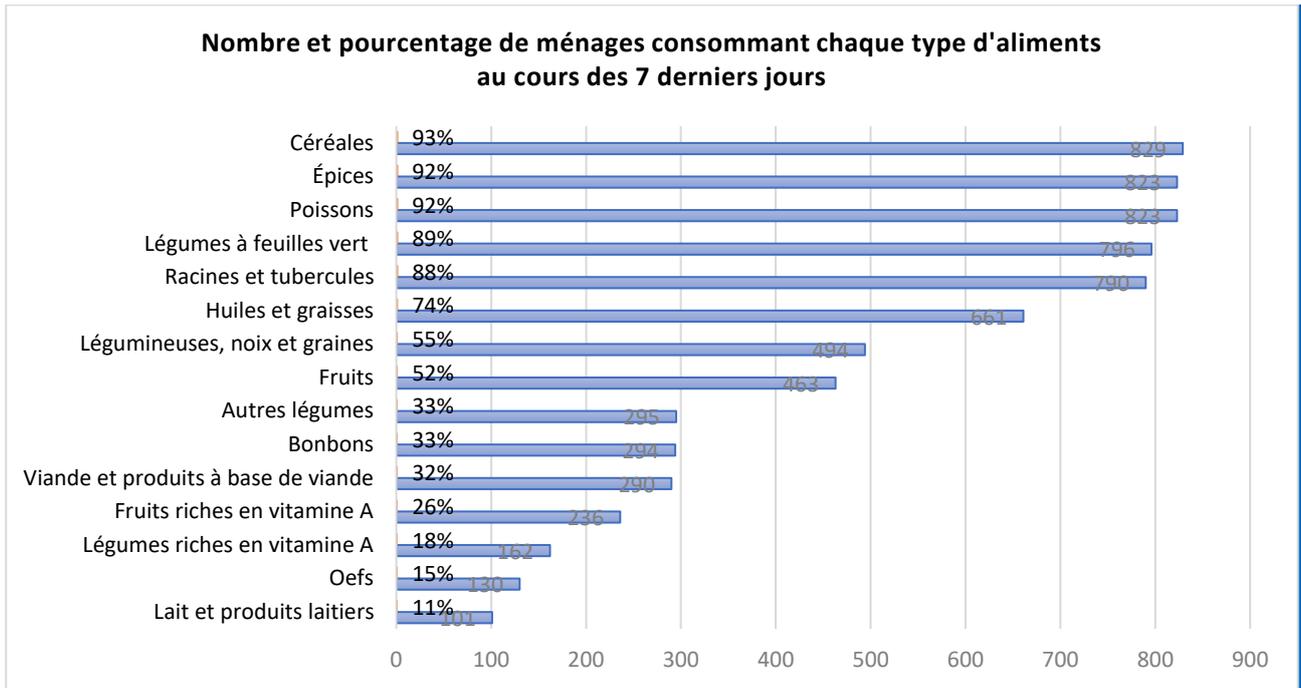


Le fait que les dépenses constituent un obstacle à la scolarisation est confirmé par ce graphique, qui montre que dans 17% des ménages interrogés (151), la scolarisation représente au moins 51% du revenu, une proportion élevée d'autant plus que le revenu annuel moyen est estimé à 251.834 francs CFA (430 USD).

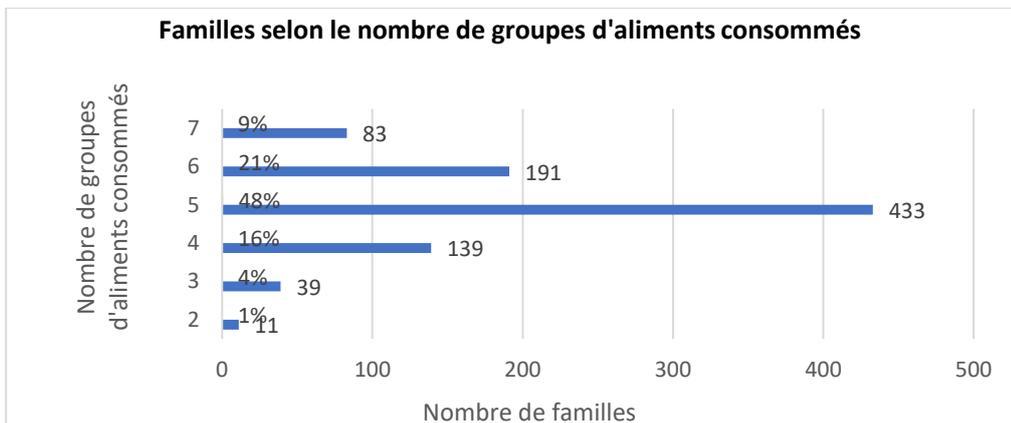
3.3 Pratiques nutritionnelles

Ensemble des ménages

Les ménages, en particulier les femmes, ont été interrogés sur le type d'aliments consommés au cours des 7 derniers jours, en choisissant parmi les 15 catégories présentées dans le graphique ci-dessous. Les résultats montrent que les aliments les moins consommés sont le lait ou les produits laitiers riches en vitamine B (dans 11% des ménages), les œufs consommés (15%), et les fruits et légumes riches en vitamine A (18% et 26%). Les groupes d'aliments les plus consommés par les ménages sont les céréales, le poisson et les légumes verts.

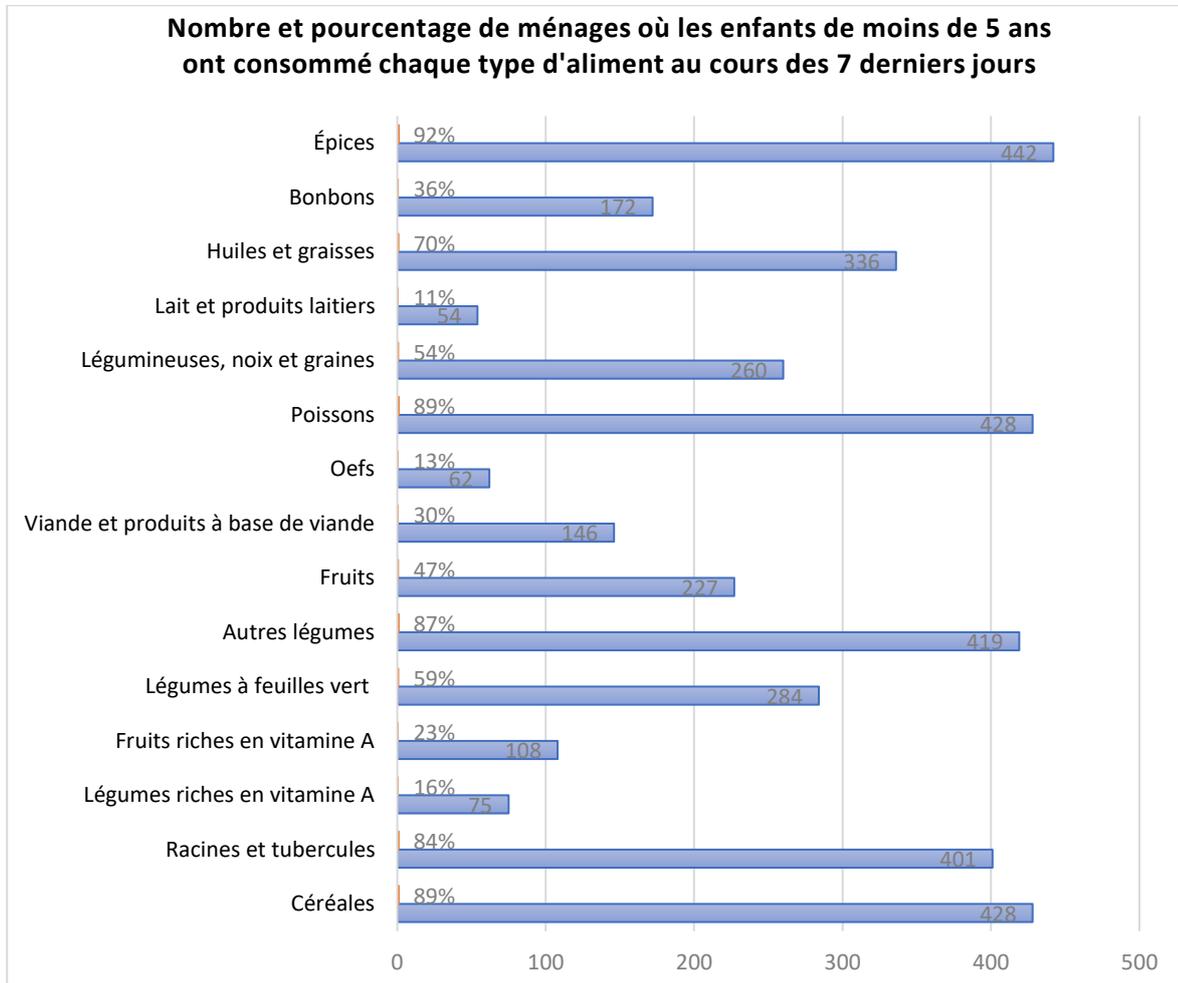


Selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cinq groupes d'aliments, parmi sept catégories suggérées, sont nécessaires pour assurer le développement optimal des adultes. Les aliments ont ensuite été regroupés en catégories et le nombre et la proportion de familles consommant chaque groupe ont été calculés. Comme le montre le graphique ci-dessous, près de la moitié des ménages (48%) ont consommé 5 catégories d'aliments au cours des 7 derniers jours, tandis que 21% des ménages ont consommé 6 catégories d'aliments et seulement 9% tous les groupes. La proportion moyenne de familles ayant déclaré la consommation d'au moins 5 catégories est assez élevée, soit 79%.



Enfants de 0 à 5 ans

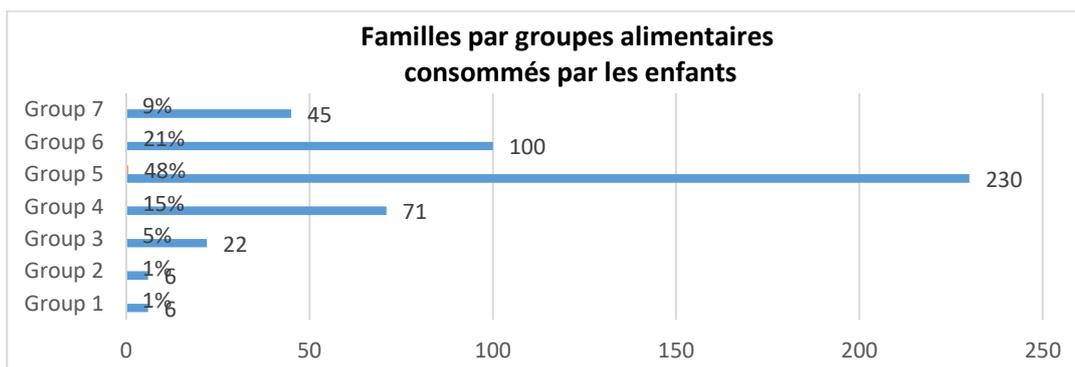
Les types d'aliments consommés par les enfants de moins de 5 ans des familles interrogées ne sont pas très différents de ceux consommés par les adultes (voir graphique ci-dessous).



Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins quatre catégories d'aliments sont nécessaires pour assurer le développement optimal des enfants.

Dans 93% des ménages, les personnes interrogées ont déclaré que les enfants avaient consommé 4 catégories d'aliments ou plus au cours des 7 derniers jours.

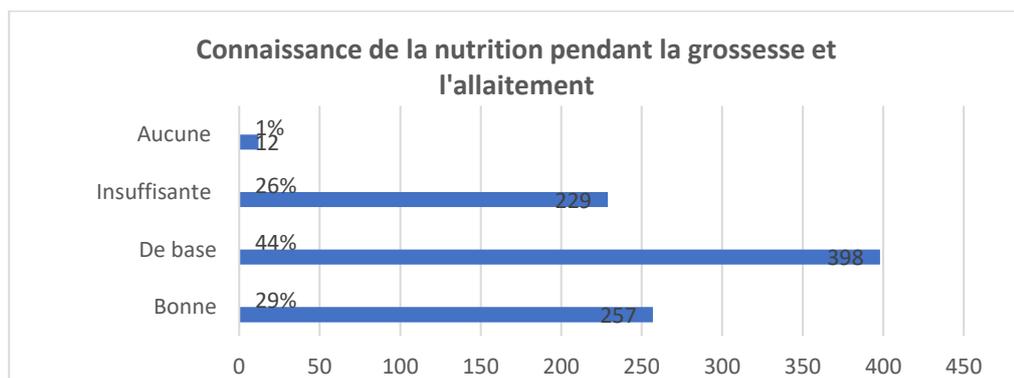
Dans la majorité des ménages (48%), les enfants ont consommé 5 catégories d'aliments, et 6 et 7 catégories d'aliments respectivement dans 21% et 9% des ménages.



3.4 Connaissances en matière de nutrition

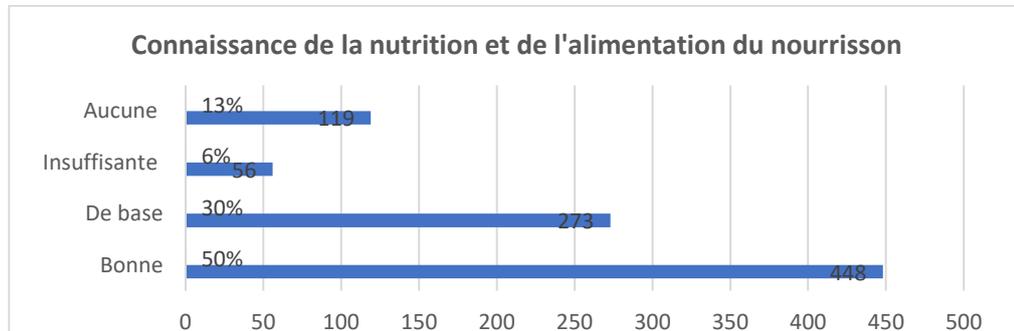
Connaissance de la nutrition pendant la grossesse et l'allaitement

Pour évaluer le niveau de connaissance des ménages en matière de nutrition pendant la grossesse et l'allaitement, des questions spécifiques ont été posées aux femmes en âge de procréer présentes dans le ménage lors de la collecte des données. Après avoir attribué une note aux réponses correctes et incorrectes, l'analyse des données a montré que la majorité des répondants (44%) a un niveau de connaissances de base, environ un quart (26%) a des connaissances insuffisantes et seulement environ le 29% des interrogés a de bonnes connaissances sur ce sujet.



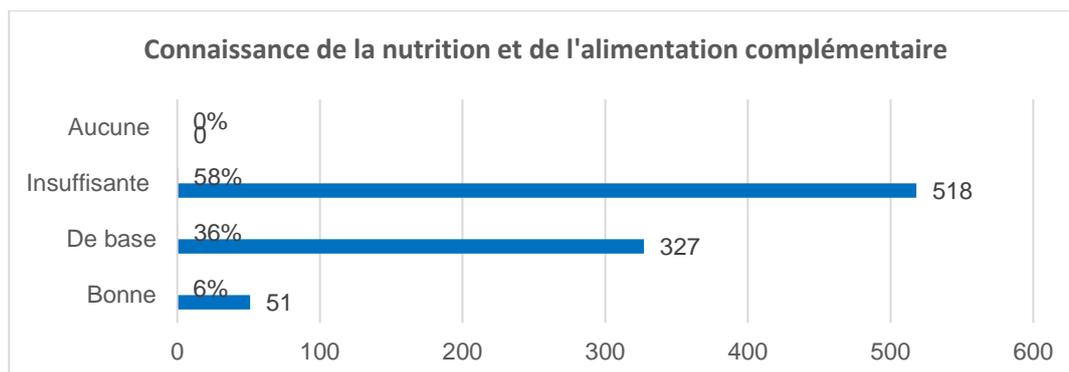
Connaissance de la pratique de l'alimentation du nourrisson (0-6 mois)

Les familles semblent avoir une meilleure compréhension des pratiques d'alimentation des nourrissons de 0 à 6 mois, 50 % des ménages ayant une bonne connaissance et 37 % une connaissance de base.



Connaissance de l'alimentation complémentaire des enfants de moins de 23 mois

En général, les ménages interrogés ont fait preuve d'une faible compréhension de l'alimentation complémentaire, 58% des ménages ayant une connaissance insuffisante, 36% une connaissance de base et seulement 6% une bonne connaissance.

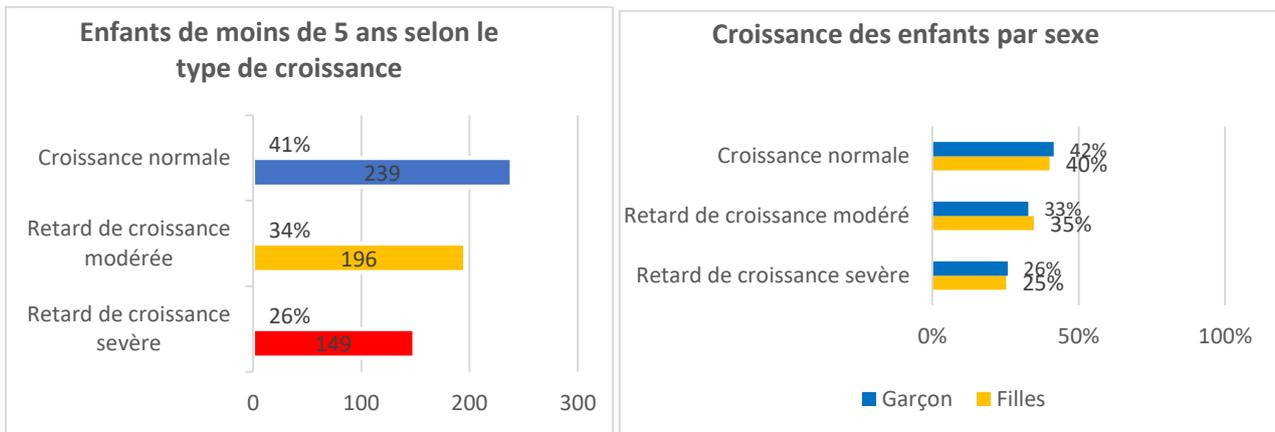


3.5 Situation nutritionnelle des enfants et des adolescents

Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans

Pour mesurer l'état nutritionnel des enfants et l'impact sur leur croissance, les agents de santé impliqués dans la collecte des données ont mesuré la taille et le poids des enfants qui étaient disponibles dans les ménages pendant l'enquête. Au total, 584 enfants âgés de 0 à 5 ans ont été évalués.

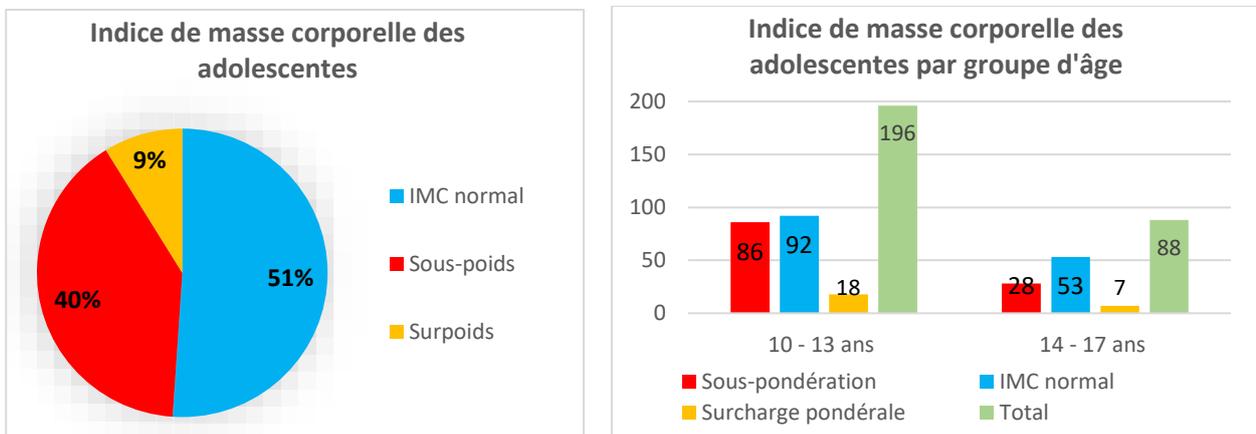
Selon la méthodologie de l'Organisation Mondiale de la Santé, le poids et la taille des enfants ont été analysés sur la base de l'écart-type de la courbe de croissance. Comme le montre le graphique suivant, une forte proportion d'enfants présente un retard de croissance sévère (62%) tandis que 34% des enfants ont un retard de croissance modéré et seulement 14% un état de croissance normale. En comparant les garçons et les filles, aucune différence significative n'a été trouvée.



Indice de masse corporelle des adolescentes

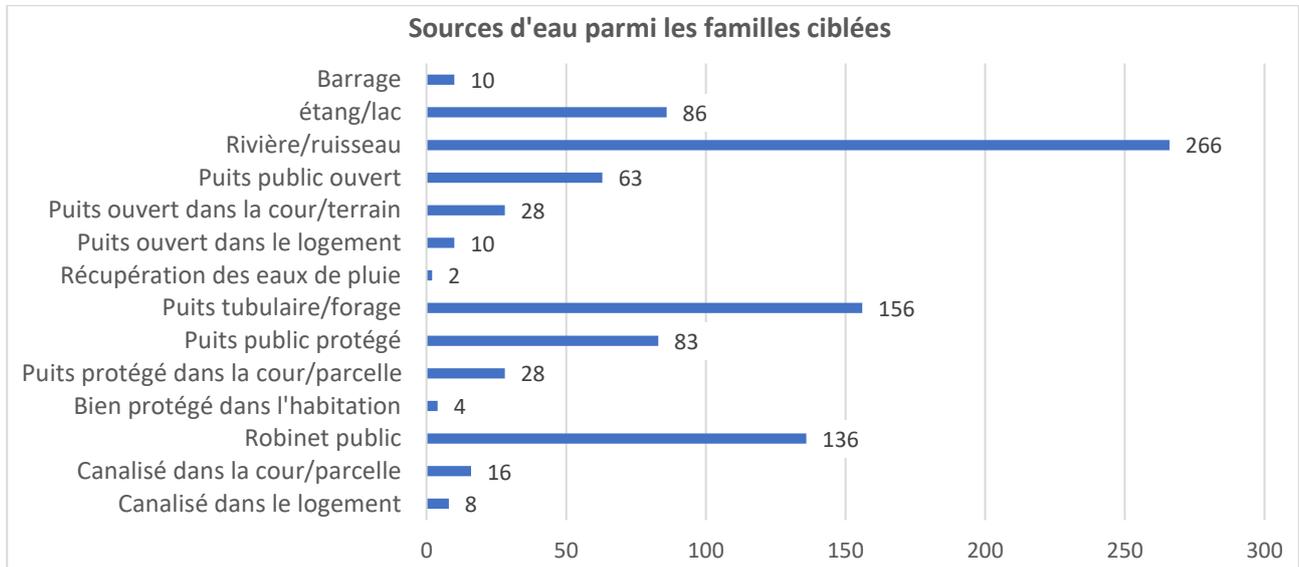
L'indice de masse corporelle est un indicateur très important pour suivre l'état nutritionnel et sanitaire des adolescentes. L'IMC a été mesuré en prenant la taille et le poids de 284 adolescentes parmi les familles interrogées et en calculant le niveau d'IMC selon la méthode de l'OMS en fonction de l'âge (IMC = poids en kg/taille² en m).

L'analyse des données a montré que seulement environ la moitié des filles (51%) a un IMC normal, tandis que 40% est en sous-poids et 9% en surpoids. Si l'on examine les différences par groupe d'âge, les filles de 10 à 13 ans semblent présenter une proportion plus élevée d'insuffisance pondérale (44%) que les filles de 14 à 17 ans (32%).



3.6 Eau et assainissement

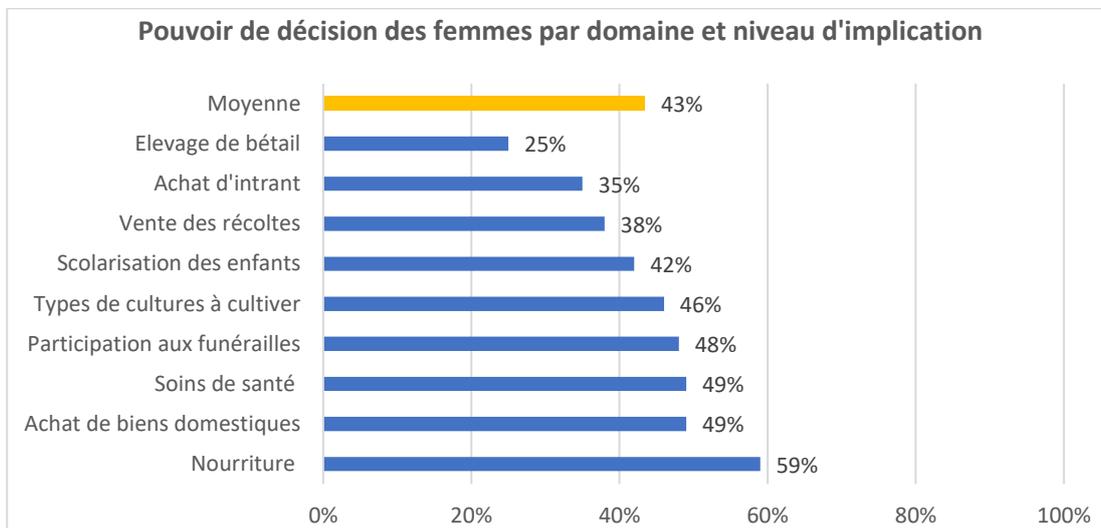
L'étude de l'accès des ménages à l'eau a montré que la majorité des ménages n'ont pas accès à l'eau potable, la rivière étant la source d'eau la plus courante (30) suivie des forages (17 %) et des robinets publics (15 %).



Néanmoins, dans 788 ménages (88% des personnes interrogées), l'eau potable ne subit aucun traitement avant d'être consommée, ce qui expose les membres de la famille, en particulier les enfants, à des maladies.

3.7 Le pouvoir de décision des femmes

L'enquête sur les ménages visait également à évaluer le pouvoir de décision des femmes au sein de la famille. Pour ce faire, une série de questions a été posée aux femmes afin d'évaluer leur participation à la prise de décisions dans différents domaines du ménage, ainsi que l'étendue de cette participation.



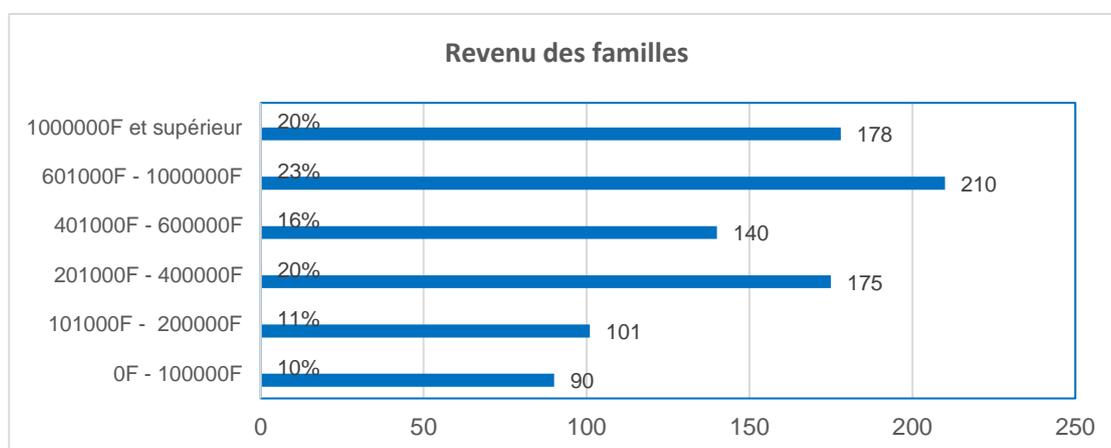
Les femmes semblent plus impliquées dans les décisions liées aux soins de santé, à la nutrition et à la scolarité, alors qu'elles ont moins de pouvoir dans la prise de décisions économiques, telles que la vente et l'achat de biens. Le pouvoir de décision est généralement faible dans les domaines de l'achat d'intrants pour la production agricole (35,27%), de la vente des récoltes (38,28%), encore plus faible dans le processus de décision concernant le bétail (25,67%).

En moyenne, 43% des femmes interrogées ont déclaré être impliquées d'une manière ou d'une autre dans la prise de décision, mais seulement 5% d'entre elles ont déclaré être impliquées dans une large mesure.

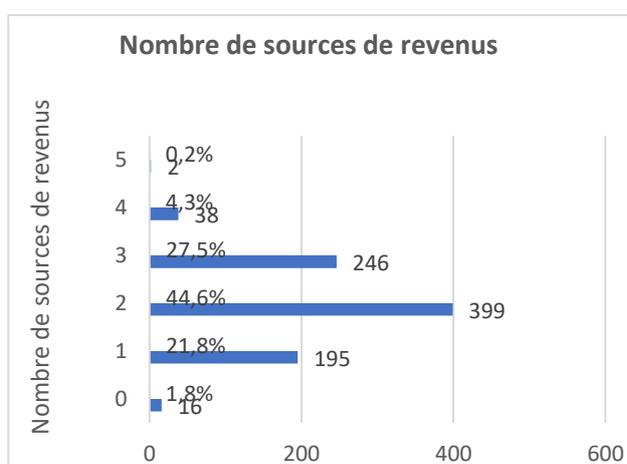
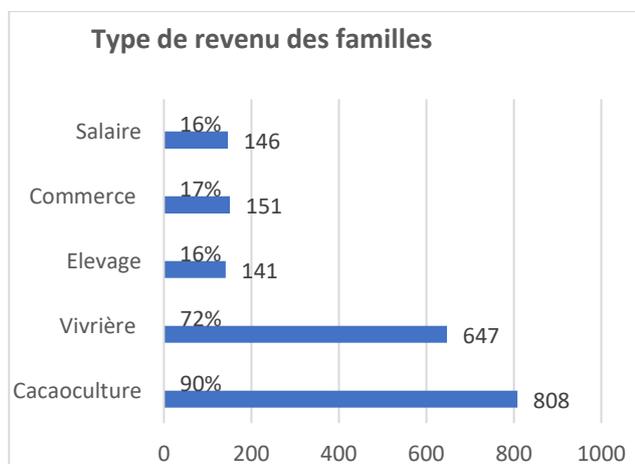
3.8 Revenus et sources de revenus

Les 896 familles interrogées ont été invitées à quantifier leur revenu annuel total, en tenant compte de tous les membres du ménage et des différentes sources de revenus.

La majorité des répondants (57%) a indiqué un revenu annuel inférieur à 600.000 FCFA (1.000 USD).



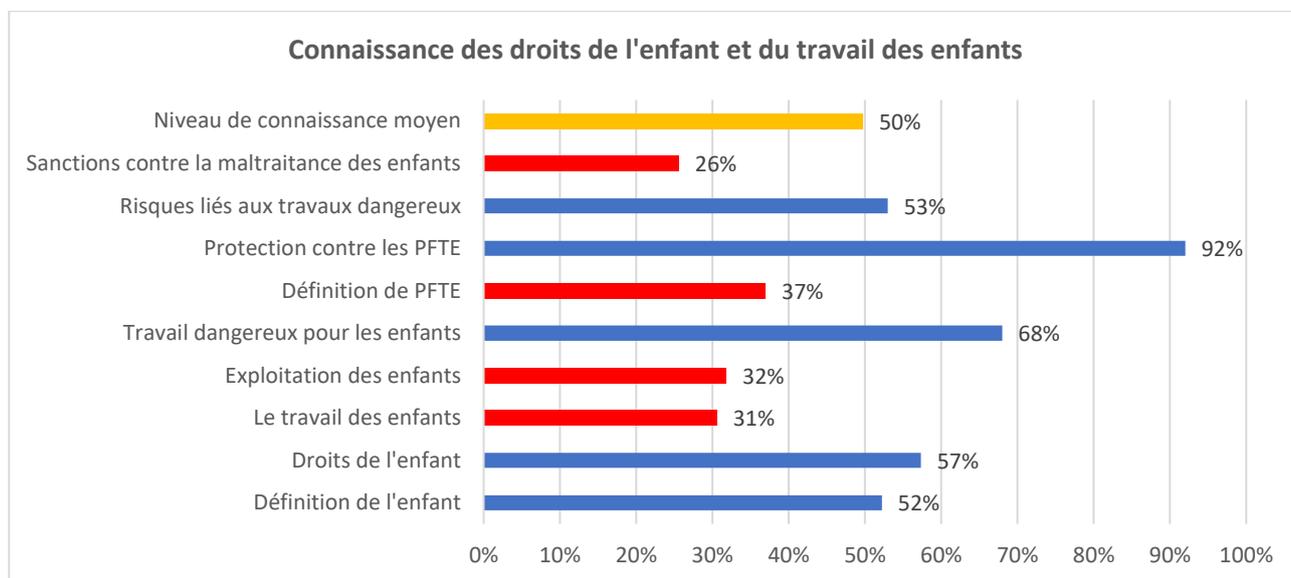
Comme le montre le graphique ci-dessous, 90% des familles tirent leurs revenus principalement de la culture du cacao, suivie de la culture vivrière (72%). Le commerce constitue 17% des revenus et l'élevage 16%. Seuls 16% des revenus sont basés sur le salaire d'un emploi. La majorité des ménages vulnérables (44%) ont deux sources de revenus, tandis que 27% en ont trois et 21% une seule source de revenus.



3.9 Connaissance des droits de l'enfant et du travail des enfants

Le questionnaire de l'enquête comportait une section dédiée à l'évaluation des connaissances des parents sur les droits de l'enfant, le travail des enfants, les risques et les protections contre ce phénomène.

Le chef de ménage était le principal répondant pour les questions. Le graphique ci-dessous montre la proportion des réponses correctes données pour chaque composante.

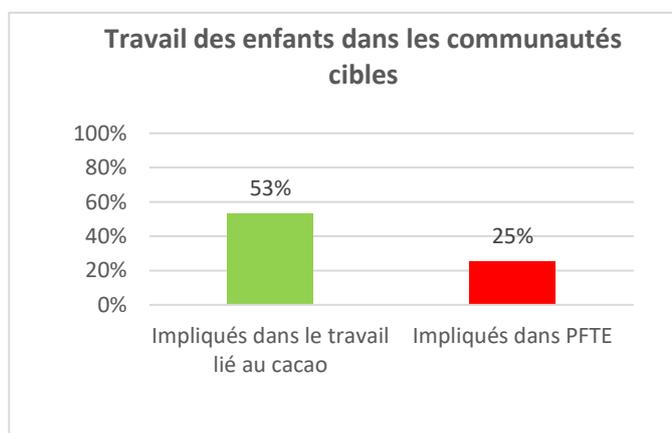


Les principales lacunes concernent la connaissance des sanctions pour les personnes qui ne respectent pas les droits de l'enfant (26%) et les concepts et activités qui définissent le travail des enfants (31%), les pires formes de travail des enfants (36%) et l'exploitation des enfants (32%). Ceci montre le travail important qui doit être fait en termes de sensibilisation et de conscientisation de la communauté sur ces sujets.

4. Travail des enfants et pires formes de travail des enfants

Degré d'implication des enfants dans le travail des enfants

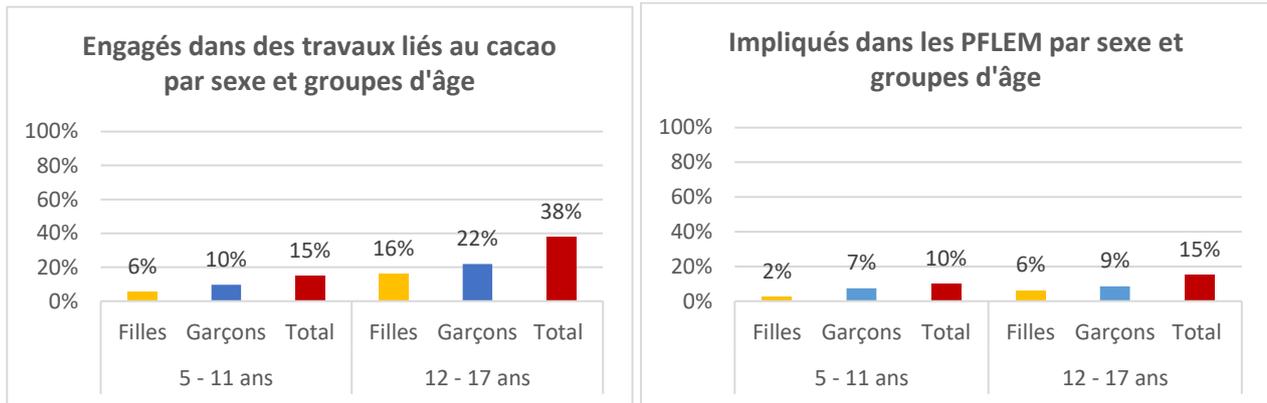
Les données sur le travail des enfants et la nature du travail ont été collectées par le biais d'entretiens avec un total de 527 enfants âgés de 5 à 17 ans sélectionnés à la fois dans la famille cible et dans la communauté.



Les enfants ont été interrogés sur leurs tâches d'aide à la maison et sur le type d'activités qu'ils entreprennent dans les champs de cacao.

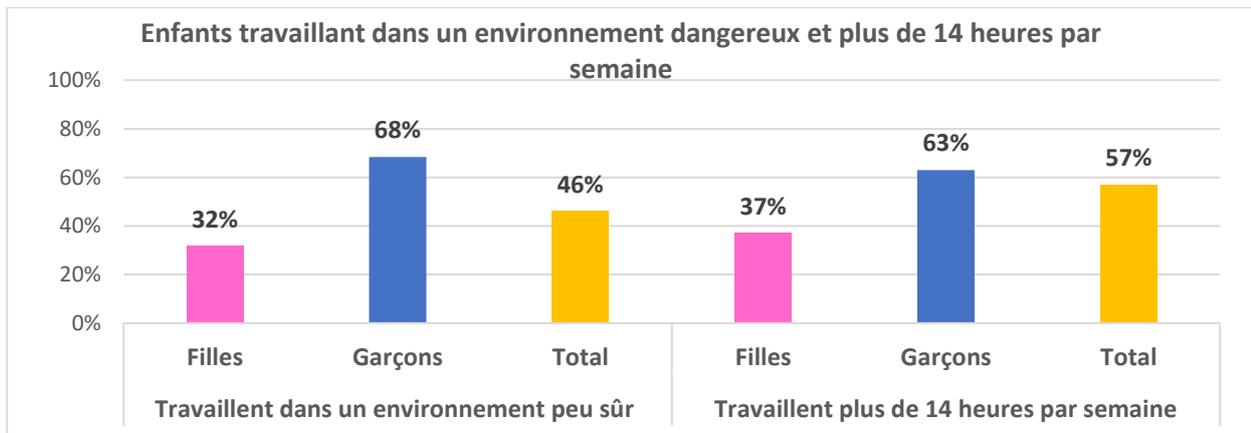
Les réponses à ces questions ont permis d'identifier non seulement l'étendue des enfants impliqués dans le travail lié au cacao (53%) mais aussi dans les Pires Formes de Travail des Enfants (PFTE) (25%).

Les graphiques ci-dessous montrent que les garçons, en particulier ceux de la tranche d'âge 12-17 ans, sont les plus vulnérables car ils sont plus susceptibles de travailler et d'entreprendre des activités dangereuses :

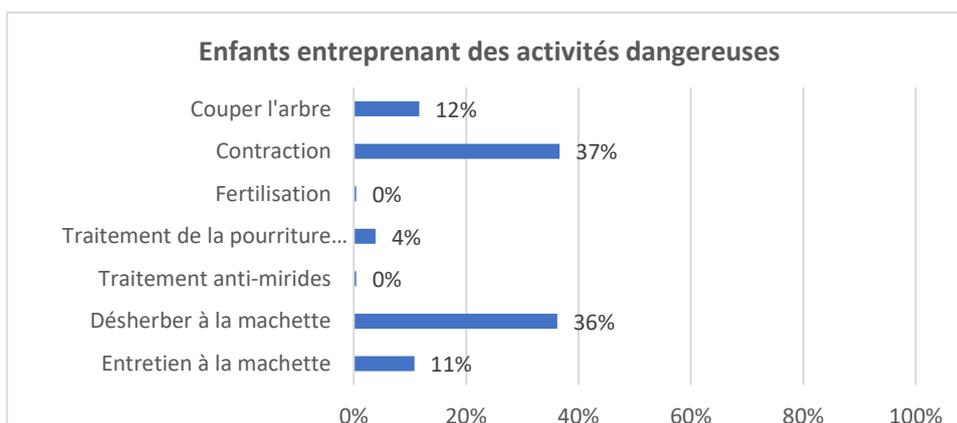


Caractéristiques du travail des enfants

Des questions ont été posées aux enfants pour comprendre le type d'environnement et les horaires de travail, par exemple s'ils se sentent en sécurité au travail, s'ils ont déjà été blessés, et la qualité de leurs relations avec les personnes avec lesquelles ils travaillent. Les réponses ont été classées par catégories afin d'identifier les environnements de travail sûrs et non sûrs. Selon les enfants et adolescents interrogés, une forte proportion d'entre eux (46%) travaille dans un environnement peu sûr, et la majorité (57%) travaille plus de 14 heures par semaine. Dans les deux cas, les proportions sont plus élevées chez les garçons, comme le montrent les graphiques ci-dessous.



Le graphique ci-dessous montre le type d'activités dangereuses pratiquées par les enfants. La majorité d'entre eux sont impliqués dans le désherbage à la machette et dans le décortiquage du cacao.



5. Résultats des discussions de groupe

Activités de socialisation et travail des enfants

Dans le contexte familial, ainsi que dans les champs, l'aide des enfants est sollicitée, mais selon les participants, les activités sont sélectionnées en fonction de la capacité physique des enfants. Tous les participants adultes considèrent le travail domestique comme une activité socialisante et éducative et conviennent que les enfants et les adolescents doivent contribuer à la vie familiale en aidant à la maison et aux champs. Le travail des enfants est considéré comme un processus d'acquisition de certaines valeurs familiales et communautaires et leur apprend à travailler et à être forts.

Les activités domestiques suivantes sont considérées comme appropriées pour les enfants: s'occuper des bébés, faire la lessive, aller chercher de l'eau, faire la vaisselle, balayer la maison. Dans le domaine rural, les activités non



dangereuses mentionnées sont: nettoyer les champs de manioc et d'arachide, le labourage, semer le maïs ou le riz, creuser des trous pour planter les tiges de manioc, chasser les oiseaux. Dans l'ensemble, ils s'accordent à dire que les enfants ne peuvent pas utiliser de machettes, d'herbicides, allumer des feux de champs, soulever des charges lourdes.

Les filles et les garçons se voient attribuer des tâches différentes, reflétant les normes sociales liées au genre: les filles effectuent des activités concernant le travail domestique et les garçons travaillent davantage dans les champs, car ce travail est considéré comme exigeant un effort physique plus important, les garçons étant considérés comme physiquement plus forts que les filles. En général, les filles déclarent consacrer plus d'heures au travail que les garçons.

Il existe une conscience collective du phénomène du travail des enfants au niveau de la communauté, cependant la plupart des participants, en particulier les femmes, pensent qu'il s'agit d'un problème marginal car les enfants ne font qu'aider leurs parents dans les champs. L'engagement des enfants dans les travaux agricoles est associé à la pauvreté et à la vulnérabilité de certaines familles.

En effet, les parents rapportent que les enfants travaillent pendant les vacances afin d'avoir de l'argent pour soutenir leur scolarité. En général, le travail des enfants est considéré comme un travail qui dépasse la force physique de l'enfant et une obligation pour un enfant de travailler contre sa volonté. Néanmoins, il est perçu comme n'affectant négativement que le développement des enfants de moins de 12 ans.

Violence et exploitation des enfants

La plupart des participants identifient uniquement la violence physique comme un abus, comme être battus, la privation de nourriture, le fait de ne pas laisser l'enfant se reposer, ou le fait d'exiger des tâches non appropriées à sa condition physique, comme soulever des poids lourds. La plupart des communautés, sauf une, affirment que le mariage des enfants n'existe pas dans leur région et que ni les femmes ni les filles ne sont victimes de violence. Les participants de tous les groupes confirment connaître les peines encourues en cas d'abus ou de non-respect des droits de l'enfant, bien qu'ils ne soient pas au courant de l'existence d'un code de conduite pour une "politique de tolérance zéro dans les écoles en matière d'exploitation et d'abus sexuels". La connaissance de l'existence d'un mécanisme de signalement, d'identification, de référence et de prise en charge des enfants victimes d'abus, d'exploitation et de PFTE



fait défaut dans la plupart des communautés. Cependant, certaines coopératives ont été mentionnées dans les communautés comme menant des activités de sensibilisation à la protection de l'enfance.

Solutions proposées

Certains parents pensent que les sensibilisations faites par les ONG dans le passé ont permis d'arrêter le travail des enfants dans les champs, ils suggèrent donc de continuer les activités de sensibilisation de la communauté.

La plupart des participants aux discussions soulignent également l'importance de l'implication des leaders communautaires, notamment dans la promotion de la scolarisation des enfants, car ils pensent que l'éducation peut jouer un rôle fondamental dans la réduction des facteurs de risque liés au travail des enfants. Les communautés suggèrent la création de centres d'éducation pour les enfants afin de les occuper pendant les vacances. Les participants ont déclaré qu'il n'existent pas d'opportunités de formation pour les adolescentes dans les différentes communautés en dehors des activités agricoles et qu'il serait important de les développer. Ils ont également demandé l'appui des pouvoirs publics pour la vente des produits agricoles et le financement des activités génératrices de revenus.

6. Recommandations pour l'étude du projet

Sur la base des résultats, l'étude a identifié comme problèmes majeurs le taux élevé de travail des enfants, y compris ses pires formes, le nombre élevé d'enfants qui n'ont jamais été inscrits à l'école, la faible connaissance des droits de l'enfant ainsi que des pratiques clés en matière de nutrition et d'hygiène, et la nécessité d'augmenter et de diversifier les revenus des familles.

Sur la base de ces domaines prioritaires, l'étude de base a suggéré les recommandations suivantes, qui sont alignées sur les composantes du projet, confirmant que les stratégies planifiées sont correctement ciblées et orientées :

Programmes de sensibilisation communautaires axés sur :

- Différences entre la socialisation du travail et le travail des enfants
- Activités dangereuses et interdites liées au travail des enfants et à ses pires formes
- La violence et les abus envers les enfants et leurs conséquences
- Pratiques nutritionnelles pour les femmes en âge de procréer et pour les nourrissons
- Pratiques d'hygiène et d'assainissement appropriées
- Facteurs liés au genre et sociaux dans la croissance des filles et des garçons par rapport aux travaux domestiques et aux travaux des champs
- Plan de formation spécifique pour les leaders communautaires avec l'implication des enseignants des écoles.



Mécanismes de protection de l'enfance

- Établir des systèmes de suivi avec des mécanismes de identification, référencement, orientation et de gestion des cas dans chaque communauté.
- Créer et former des comités de protection de l'enfance dans chaque communauté
- Renforcer la capacité des services sociaux à traiter les cas d'abus et les pires formes de travail des enfants.
- Impliquer les ONG et le gouvernement dans le soutien et le financement de projets communautaires contre le travail des enfants.

Moyens de subsistance et génération de revenus

- Soutenir la capacité entrepreneuriale des ménages vulnérables par la formation, le développement de systèmes de financement locaux et des AVEC, les activités génératrices de revenus et la diversification des sources de revenus.
- Développer des projets agricoles intégrés (élevage et production de fruits et légumes riches en nutriments)
- Réhabiliter les voies d'accès pour favoriser l'écoulement de la production agricole et des produits alimentaires

Éducation

- Créer des écoles passerelles pour les enfants qui n'ont jamais été scolarisés ou qui ont abandonné leurs études.
- Développer des programmes d'alphabétisation et de formation au sein des communautés, en particulier pour les jeunes.
- Promouvoir et revitaliser les cantines scolaires dans chaque école.

